

## COMMUNIQUE DE PRESSE CONJOINT

**Le Gouvernement et ses partenaires internationaux intensifient leur réponse à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aigüe persistante dans le Grand sud de Madagascar.**

**03 mai 2021**

**ANTANANARIVO, Madagascar** – Une délégation gouvernementale conduite par le Ministre de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, Mme Voahary RAKOTOVELOMANANTSOA, comprenant des Représentants du Ministère des Affaires étrangères et des Partenaires techniques et financiers, a effectué une mission de suivi dans le Sud, le jeudi 29 avril 2021, afin de s'enquérir de l'évolution de la situation sur le terrain et de trouver, par la même occasion, les moyens d'y apporter une solution pérenne.

En effet, tous les efforts conjoints déployés, **un nouvel épisode de sécheresse la plus aigüe depuis 1981 a affecté le Grand sud. Moins de 50%** des précipitations y ont été reçues au début de la saison agricole entre novembre 2020 à janvier 2021. A cela s'ajoutent les tempêtes de sable et les attaques de Chenilles légionnaires. La campagne agricole en cours s'attend à des pertes substantielles de production pouvant atteindre 60% par rapport à la moyenne des cinq dernières années à Amboasary, Ampanihy et Ambovombe en mai/juin 2021.

En l'absence d'une récolte agricole suffisante, la crise humanitaire actuelle va se prolonger et s'amplifier au-delà de juin 2021. Les résultats préliminaires du Cadre Intégré de Classification de la sécurité alimentaire (IPC) en cours de finalisation confirme que 5 districts sont classés en Urgence (phase 4) pour la période allant jusqu'à décembre 2021. Quelques milliers de personnes sont également classées en famine (phase 5). De plus, les mêmes districts sont classés en situation d'urgence nutritionnelle selon le dépistage nutritionnel de tous les enfants de moins de 5 ans, qui couvre le premier trimestre de 2021. Les admissions des cas de malnutrition aigüe sévère ont augmenté de 238% par rapport à la même période de l'année dernière. Ces classifications n'ont jamais été atteintes depuis que les enquêtes nutritionnelles et le IPC existent dans le Grand sud.

Pour faire face à cette situation humanitaire causée par les effets de la sécheresse dans le Grand sud de Madagascar dans un contexte marqué par les défis de la COVID19, sous le leadership du Gouvernement de Madagascar, les acteurs nationaux et internationaux apportent des assistances humanitaires multisectorielles depuis juin 2020. En appui aux efforts du Gouvernement dans le cadre du plan de réponse nationale pendant la période la plus critique de cette crise prévue entre février et mai 2021, un Appel Eclair d'un montant de 75,9 millions USD a été conjointement lancé en janvier 2021 par le Gouvernement de Madagascar, le Système des Nations Unies et l'Equipe Humanitaire pays. Les partenaires techniques et financiers ont positivement réagi et cet Appel Eclair a été financé à hauteur de 67% à la fin avril 2021.

**A ce jour, les réalisations conjointes ont permis d'assister 1,3 millions de personnes dans les 10 districts affectés.** Cela comprend 823.400 personnes pour l'aide alimentaire et aux moyens de subsistance, 93.420 enfants âgés de moins de 5 ans et des femmes enceintes et allaitantes pour l'appui nutritionnel et/ou les traitements, 167.252 personnes pour l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène, 108.180 enfants et femmes pour les soins de santé et de soins prénataux, 53.360 enfants pour l'éducation grâce à des kits scolaires, 268.200 autres pour l'alimentation scolaire, et 600.000 personnes pour les transferts monétaires. Par ailleurs, le Gouvernement est en train de construire des Centres de Traitement Médical et Nutritionnel pour renforcer les capacités de prise en charge des enfants en situation d'urgence nutritionnelle et des Centres de Commandement Opérationnel ont été mis en place depuis octobre 2020 pour renforcer la coordination des réponses.

Cependant, les interventions d'urgence en cours n'ont pas permis d'inverser la tendance. Les ressources disponibles aux acteurs en sécurité alimentaire ne couvrent qu'une demi-ration quotidienne (aide alimentaire en nature et en espèces) qui, dans les circonstances actuelles, n'est pas suffisante pour répondre aux besoins énergétiques alimentaires minimaux de la majorité des populations touchées. D'importantes ressources additionnelles sont ainsi nécessaires dans l'immédiat car cette crise humanitaire aigüe ne pourra être endiguée à court terme qu'à travers une assistance alimentaire et nutritionnelle à grande échelle. Selon les meilleures prévisions, l'accès à l'eau et une récolte agricole suffisante ne seraient possibles qu'en mai 2022.

Conscient du fait que même une production agricole suffisante ne pourra pas à elle seule pérenniser les acquis, et face aux défis multiples liés à l'évolution de la pandémie du Covid-19, le Gouvernement en collaboration avec ses partenaires entend renforcer la résilience de la communauté afin de préserver les acquis humanitaires et de résoudre les causes profondes de la vulnérabilité et de la pauvreté dans cette région.

A l'issue de cette visite, il a été convenu qu'une fois les résultats du Cadre Intégré de Classification de la sécurité alimentaire (IPC) réalisés, une consultation entre le Gouvernement de la République de Madagascar et les Partenaires techniques et financiers sera organisée en vue d'une mobilisation des ressources nécessaires additionnelles. Cette démarche qui requiert l'implication du Gouvernement Malagasy s'aligne sur les principes internationaux relatifs à l'efficacité de l'aide.

\* \* \*

### **Notes pour les correspondants**

[Le Cadre intégré de classification de la sécurité](#) alimentaire (IPC) est une initiative mondiale regroupant plusieurs partenaires. Elle repose sur un ensemble d'outils analytiques et de procédures complémentaires permettant de classer la gravité et l'ampleur de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

Le « [Flash Appeal](#) » ou Appel Éclair d'un montant de 75,9 millions pour le grand Sud de Madagascar, initié par le Gouvernement de Madagascar, le Système des Nations Unies et l'Equipe Humanitaire pays, accompagne les efforts du Gouvernement Malagasy pour pallier à la situation humanitaire dans le grand Sud de Madagascar qui figure dans les priorités nationales.

### **Contacts médias**

M. FENO Jean Patrick, Chef de service de communication  
Ministère des Affaires étrangères  
E-mail : [scom@diplomatie.gov.mg](mailto:scom@diplomatie.gov.mg)

Mme Zoé RASOANIINA, Chargée de Communication et du Plaidoyer  
Bureau du Coordonnateur Résident des Nations Unies à Madagascar  
E-mail : [rasoaniaina@un.org](mailto:rasoaniaina@un.org)